

REGLEMENT DE LA CONSULTATION**Consultation pour le marché n° 2025-0152-00-00 MPF**

Pouvoir Adjudicateur

**Numih France
GIP mipih
12 rue Michel Labrousse
CS 93668
31036 Toulouse Cedex 1**

Marché public passé selon une procédure avec négociation

Conception-réalisation, montage et démontage du stand Numih France SantExpo 2026**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES****15/01/2026 à 10h00****Date d'envoi à la publication 15 Décembre 2025**

SOMMAIRE

Avant-propos.....	4
Article 1. Présentation de Numih France	4
Article 2. Objet de la consultation	4
Article 3. Cadre Réglementaire.....	5
3.1 Choix de la procédure	5
3.2 Justifications du recours à la procédure avec négociation	6
3.3 Déroulement de la procédure de négociation	7
3.4 Forme du marché	10
3.5 Prime	11
Article 4. Forme du marché.....	11
4.1 Allotissement.....	11
4.2 Tranche optionnelle.....	11
4.3 Montant du marché.....	11
Article 5. Durée du marché	11
5.1 Durée du contrat.....	11
5.2 Variantes-PSE	11
5.2.1 Variantes.....	11
5.2.2 Prestation supplémentaire Eventuelle PSE.....	12
Article 6. Marché de prestations similaires	12
Article 7. Conditions de la consultation.....	12
7.1 Date limite de réception des offres	12
7.2 Modification du dossier de consultation.....	12
7.3 Délai de validité des offres	12
7.4 Renseignement complémentaires	13
7.5 Conditions de participations	13
7.5.1 Sous-traitance	13
7.5.2 Cotraitance.....	13
7.5.3 Titulaires étrangers- Langues et unité monétaire	13
7.5.4 Cautionnement et retenue de garantie.....	14
7.5.5 Conditions particulières d'exécution.....	14
7.5.6 Confidentialité et mesures de sécurité	14
Article 8. Modalités de retrait du dossier de consultation des entreprises (DCE).....	14

Article 9. Conditions de dépôt des candidatures et des offres 15

9.1 - Conditions générales	15
9.2- Précision sur la réponse électronique	15
9.2.1 Modalités de dépôt du pli	15
9.2.2 Confirmation du dépôt du pli	16
9.3 - Copie de sauvegarde	16
9.4 - Précision sur la signature électronique	17
9.4.1 Caractéristiques des certificats de signature.....	17
10.6.2.....	17
10.6.3.....	17
9.4.2 Exigences relatives aux certificats de signature du signataire	17
11.4.1.....	18
11.4.2.....	18
9.4.3 Exigences relatives aux outils de signature utilisés pour signer les fichiers	18

Article 10. Présentation du dossier – Phase candidature 18

10.1 Présentation des candidatures	19
10.1.1 Documents de la candidature.....	19
10.1.2 Simplification du dossier de candidature	21
10.2 Analyse et Examen des candidatures	22
10.3 Critères de jugement des candidatures	22
10.4 Echanges durant l'analyse des candidatures	23
10.5 Information du rejet	23

Article 11. Présentation de l'offre 24**Article 12. Critères d'attribution / des offres..... 24**

12.1 - Analyse des offres.....	24
12.2- Sur le critère « Valeur technique »	25
12.3- Le critère « Prix »	26
12.4- Note définitive de l'offre.....	26

Article 13. Attribution du marché 26**Article 14. Indications relatives aux données des candidats 27****Article 15. Indications relatives aux recours 27**

15.1 - Instances chargées des procédures de recours.....	27
15.2 - Service auprès duquel les renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours	28
15.3 - Précisions concernant les voies et délais de recours.....	28

Avant-propos

Le dossier de consultation des entreprises est composé des documents suivants :

- Règlement de consultation (RC) ;
- Le projet d'acte d'engagement et son annexe financière
- Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dans sa version sommaire
- Annexe 1 Charte graphique Numih France
- Annexe 2 du CCTP Règles architectures salon et réglementation SPD
- Fiche d'identité.
- La lettre de candidature
- Cadre de réponse des éléments de candidatures CRA
- La charte de sécurité du système d'information.
- Engagement de confidentialité
- Annexe RGPD

Les candidats s'étant procuré le dossier de consultation et constatant qu'un élément manque au dossier qui leur a été transmis sont invités à prendre contact au plus vite avec le mipih par le biais de la plateforme du profil acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Article 1. Présentation de Numih France

Numih France est une structure publique de coopération inter-hospitalière spécialisée dans l'informatique, travaillant avec des établissements de santé répartis sur l'ensemble du territoire (Centres Hospitaliers Universitaire, Centres Hospitaliers, Etablissements de Santé Privés d'Intérêt Collectif, Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes...).

Editeur de progiciels hospitaliers et de santé sur des domaines complémentaires s'appuyant sur des dizaines d'années d'expérience, et hébergeur certifié de données de santé à caractère personnel, Numih France accompagne les établissements de santé dans la construction et le développement de leur système d'information.

Nos missions : Imaginer et coconstruire des solutions et services numériques publics d'excellence qui créent une valeur durable au service de l'intérêt général et placent l'humain au cœur de chaque innovation.

De la conception de logiciels publics fiables et performants à la sécurisation des Systèmes d'Information, Numih France mobilise plus de 50 ans d'expertise au service des acteurs publics du territoire.

Nous sommes éditeur et diffuseur de notre propre offre de logiciels ainsi que de logiciels de partenaires publics et privés. Leader dans le secteur de santé pour l'hébergement, l'infogérance et les services, nous comptons 1 400 collaborateurs répartis dans 7 agences basées à : Toulouse, Amiens, Bordeaux, Lille, Reims, Rennes, Rouffach ainsi que plus de 1000 établissements accompagnés dans leur transformation numérique.

Répartition géographique des agences de NumihFrance : En savoir plus : Accueil - Numih France

Article 2. Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la conception-réalisation, la livraison, le montage le démontage du stand Numih France SantExpo 2026.

Le stand est destiné à évenementialiser Numih France :

- Valorisation de la marque Numih France et de ses offres (produits, services et bénéfices pour les adhérents).
- Célébration des 1 an de la marque Numih France, SantExpo étant la date anniversaire.

Il s'agit de concevoir, fabriquer, monter et démonter le stand de 426m2 pour le salon SantExpo qui se déroule du 19 au 21 mai 2026 à Paris Expo, Porte de Versailles, Hall 1.

Le stand doit être livré « *clé en main* ». De ce fait, l'intégralité des prestations et fournitures nécessaires à la mission seront incluses dans l'offre du Titulaire, et notamment :

- Le transport, l'installation et le démontage du stand
- La présence d'un directeur de projet pendant le montage, à l'ouverture du salon et pendant le démontage
- La présence d'un technicien disponible par téléphone et sur place les 3 jours du salon
- La commande, la mise en œuvre et le suivi des prestations associées
- Le nettoyage complet du stand avant la remise des clés

Échéance impérative : La remise des clés du stand fini, propres et opérationnels se fera le lundi 18 mai 2026 à 17h.

Seule une attestation délivrée par l'organisateur du salon attestant de l'impossibilité pour le prestataire de livrer le stand à l'heure pour une raison extérieure au prestataire pourra justifier une prolongation du délai d'exécution.

Il est également précisé que l'offre du Titulaire doit être adaptée aux exigences du présent document et à l'image que Numih France souhaite donner, tout en étant financièrement optimisée.

Le présent Cahier des charges contient les clauses administratives particulières (CCAP) applicable au marché. Il précise les exigences, les livrables attendus dans le cadre de la réalisation des missions confiées par Numih France.

Il est complété par le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) : le descriptif des prestations à exécuter figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières de la consultation (CCTP).

Nomenclature de l'union européenne :

Les classifications principales et complémentaires de l'accord-cadre conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Code CPV	DESIGNATION
39154100-7	Stand d'exposition
79933000	Services d'assistance à la conception
79934000	Service de conception de Mobilier

Article 3. Cadre Réglementaire

L'acheteur est un groupement d'intérêt public (GIP). Il agit en tant que pouvoir adjudicateur. La fusion du GIP SIB avec le GIP Mipih, a donné naissance à une nouvelle entité dont le nouveau nom, nouvelle marque, nouvelle identité est Numih France.

Le GIP MIPH sera indifférent désigné dans le cadre des pièces de l'accord-cadre indifféremment sous le terme de « Numih France », « acheteur », « pouvoir adjudicateur », « GIP », ou encore « GIP Mipih » ou encore « GIP MipihSIB ».

3.1 Choix de la procédure

La présente consultation est passée sous la forme d'une procédure négociée en application :

- des articles L. 2124-3 et R.2124-3 du code de la commande publique ;

- des articles R 2121-3, R 2161-12 à R2161-20, L 2125-1, R 2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique

Le présent marché prend la forme d'un accord cadre mono attributaire exécuté par l'émission d'ordre de service et/ou bons de commande.

Conformément à l'article R 2124-3 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur fait le choix de la procédure négociée car le marché ne peut être attribué sans négociation préalable en raison de la réalisation de prestation de conception réalisée dans le cadre de son exécution.

Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation conformément à l'article R2123-5 du code de la commande publique.

3.2 Justifications du recours à la procédure avec négociation

Le recours par Numih France à la procédure avec négociation, à savoir une procédure passée après publicité et mise en concurrence préalables, est motivé par le recours à des prestations de conception.

Le contenu des offres fera l'objet, dans le cadre de cette procédure, d'une négociation technique et financière afin d'en optimiser tous les aspects et d'assurer une mise en concurrence respectant les grands principes de la commande publique.

1) Le besoin du pouvoir adjudicateur comporte une part de conception

Le marché a pour objet la conception, la création et la réalisation d'un stand dans le cadre duquel Numih fait appel à des prestations intellectuelles et créatives de la part des prestataires car intégrant la définition d'un concept scénographique original, adapté aux objectifs de communication de l'acheteur et une réalisation sur mesure.

Le stand est destiné à évenementialiser Numih France :

- Valorisation de la marque Numih France et de ses offres (produits, services et bénéfices pour les adhérents).
- Célébration des 1 an de la marque Numih France, SantExpo étant la date anniversaire

L'acheteur n'est pas en mesure de définir de manière exhaustive et suffisamment précise tous les aspects esthétiques, réaliser les arbitrages entre design, fonctionnalité et contraintes budgétaires.

La négociation permet d'affiner le besoin en interaction avec les candidats et offrent plusieurs possibilités d'approches aux prestataires pour répondre aux besoins de Numih France.

Des échanges complémentaires avec les prestataires pendant la consultation sont nécessaires en permettant d'affiner l'évaluation des offres sur différents aspects d'innovations, de créativité, de pertinence de choix techniques et esthétiques, de clarté d'engagement.

2) Justification financière

La négociation doit permettre aux prestataires de construire les structures de coûts variables de leur offre en fonction des choix techniques, esthétiques et selon les modalités d'utilisation du stand avec la possibilité d'intégrer des aspects de réutilisation, réemploi.

La structure du coût final résultera des choix opérés dans le cadre de la négociation et pourra varier et être ajustée selon les choix techniques et esthétiques ou encore en fonction des hypothèses d'usage et de réutilisation du stand (PSE).

La négociation joue donc un rôle essentiel pour faire émerger une offre économiquement optimisée en permettant à l'acheteur d'arbitrer entre les composantes de conception et d'usage

3.3 Déroulement de la procédure de négociation

Dans le cadre de la phase candidature, Numih France procède à la sélection des candidats sur la base des critères de sélection définis dans le présent document. (Article 10)

Dans le cadre de la phase candidature Le candidat remettra uniquement un dossier de candidature complété comme suit :

- Une fiche d'identité
- Une lettre de candidature
- Le cadre de réponse de candidature dûment rempli
- Les éléments de candidatures à l'appui et en annexe du CRA

A l'issue de cette phase, les candidats présentant les capacités requises sont admis à la phase suivante : la phase offre.

Conformément à l'article R. 2142-15 du code de la commande publique, l'acheteur peut limiter le nombre de candidats qui seront admis à négocier, à condition que ce nombre soit suffisant pour assurer une concurrence effective ;

Le nombre minimal ne peut être inférieur à trois sous réserve d'avoir reçu un nombre suffisant de candidature conforme. Le nombre maximal de candidatures conformes est de 5.

Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères annoncés n'atteint pas le minimum prévu par l'acheteur, ce dernier peut poursuivre la procédure avec les candidats ayant les capacités requises

Dans le cadre de la seconde phase, et conformément à l'article R. 2161-17 du code de la commande publique, à l'issue du délai de réception des offres initiales, Numih France négocie avec les trois meilleurs soumissionnaires le contenu des offres initiales. Les offres ultérieures remises par ces 3 soumissionnaires, à l'exception des offres finales, pourront également faire l'objet d'une négociation.

La procédure avec négociation des offres se déroulera selon les phases successives ci-dessous, au cours desquelles Numih France aura la possibilité de réduire le nombre de solutions à négocier en appliquant les critères d'analyse et d'attribution définis dans le présent document (article 12).

Il est rappelé que le présent calendrier est fourni à titre informatif. L'ensemble des dates mentionnées présentent un caractère purement prévisionnel et pourront de ce fait être modifiées par le pouvoir adjudicateur en fonction des circonstances réelles du déroulement de la procédure de passation du marché public.

Phasage de la procédure de négociation		Dates prévisionnelles
<u>Etape 1</u>	<p><u>Publication d'un avis de marché au JOUE</u>, afin que les opérateurs économiques intéressés puissent déposer leur candidature sur la base des informations mentionnées dans le présent document.</p> <p>DCE initial :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Règlement de consultation (RC) - Le projet d'acte d'engagement et son annexe financière - Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) - Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dans sa version sommaire - Annexe 1 Charte graphique Numih France - Annexe 2 du CCTP Règles architectures salon et réglementation SPD - Fiche d'identité. - La lettre de candidature - Le cadre de réponse des éléments de candidatures ou CRA 	15/12 /2025

	<ul style="list-style-type: none"> - La charte de sécurité du système d'information. - Engagement de confidentialité - Annexe RGPD 	
<u>Etape 2</u>	<u>Date limite de réception des candidatures</u>	15/01/2026
<u>Etape 3</u>	<u>Analyse des candidatures</u> , au regard des critères définis dans le présent document et sélection qualitative des candidatures.	16/01/2025
<u>Etape 4</u>	<p><u>Invitation des candidats sélectionnés à participer à la 2eme phase :</u> Les candidats retenus à la suite de l'examen des dossiers de candidature sont invités à remettre une offre et à participer à la procédure négociée.</p> <p>Précision sur le CCTP : Les besoins et exigences techniques de Numih France sont définis dans le CCTP. La négociation ne peut avoir pour objet de modifier substantiellement ce CCTP. Néanmoins, Numih France identifiera dans le cadre de la négociation les clauses tangibles pouvant évoluer au cours du dialogue entre chaque candidat et Numih France ou inversement les clauses intangibles ne pouvant évoluer lors des négociations.</p> <p>Au cours de la procédure, Numih France se réserve la possibilité de transmettre à l'ensemble des candidats d'éventuels éléments complémentaires sur le DCE INITIAL. Cette communication se fera dans le respect des informations confidentielles communiquées par les candidats dans le cadre des négociations.</p>	19/01/ 2026
<u>Etape 5</u>	<p><u>Remise des offres initiales</u></p> <p>Invitation à remettre une offre initiale</p> <p>Contenu des offres initiales : l'offre initiale remise par les candidats comprend les pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le projet d'acte d'engagement et son annexe financière ➤ L'offre technique du candidat ➤ Le planning prévisionnel <p>Les candidats sont invités à préparer cette réunion afin de la rendre la plus efficiente possible, notamment en préparant une présentation de leur compréhension du dossier ainsi qu'une Liste de questions. Ces questions sont à soumettre à Numih France selon les modalités ci-dessous :</p> <p>Pendant la consultation, les candidats auront la faculté de transmettre des questions écrites.</p> <p>Toutes les questions devront obligatoirement être adressées par dépôt sur le portail https://www.marchés.publics.gouv/</p> <p>Les candidats préciseront pour chacune de leur questions si elle est en lien avec un aspect confidentiel de leur offre. Si c'est le cas, la réponse ne sera pas transmise aux autres candidats.</p> <p>En cas de refus de communiquer la réponse aux autres candidats, Numih France se réserve la possibilité de ne pas répondre à la question posée s'il juge que la réponse apportée pourrait rompre l'égalité de traitement entre les candidats.</p> <p>Toutes les réponses considérées d'intérêt général seront communiquées à l'ensemble des candidats.</p>	13/02/ 2026

<u>Etape 7</u>	<u>Analyse et classement des offres initiales</u>	Du 17 au 20/02 2026.
<u>Etape 8</u>	<u>Envoi des invitations à négocier</u>	20/02/2025
<u>Etape 9</u>	<u>Engagement des négociations</u> Il est demandé aux candidats d'assurer la stabilité de l'équipe tout au long des échanges. Les réunions d'échanges et de négociation porteront : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Sur les clauses tangibles du cahier des charges ; ➤ Sur des thématiques d'ordre technique ou d'organisation des prestations qui paraîtront pertinentes au mipih, au regard des offres des candidats ; ➤ Sur les aspects juridiques (les clauses du CCAP du futur marché pourront être discutées de manière transverse) ; ➤ Questions/ réponses 	Date prévisionnelle fixée pour la 1 ^{ère} Négociation le 26/02/ 2026.
<u>Etape 10</u>	A l'issue de cette réunion d'échange et de négociation, le candidat devra obligatoirement faire parvenir à Numih France dans un délai maximum de 5 jours suivant la date de la réunion d'échange, une OFFRE INTERMEDIAIRE. Le candidat développera dans ce document uniquement les points de son offre qu'il a décidé de faire évoluer suite aux échanges. Le candidat veillera à bien mettre en évidence les avancées, retraits et/ou ajouts opérés par rapport à l'OFFRE INITIALE en révision apparente dans l'offre. Les conditions d'envoi des OFFRES INTERMEDIAIRES seront précisées dans le courrier d'invitation à remettre une offre.	Remise de l'offre négociée le 04/03/ 2026
<u>Etape 11</u>	<u>Analyse des offres intermédiaires.</u>	Jusqu'au 09/03/2025
<u>Etape 12</u>	<u>Envoi des points faisant l'objet d'une NOUVELLE négociation</u> Numih France est susceptible d'organiser un second tour de négociation s'il le juge nécessaire ;	10/03/2026
<u>Etape 13</u>	<u>Second tour et fin de négociation</u> A l'issue de cette réunion d'échange et de négociation, le candidat développera dans un document uniquement les points de son offre qu'il a décidé de faire évoluer suite aux échanges. il accompagnera ce document d'une nouvelle annexe financière Le candidat veillera à bien mettre en évidence les avancées, retraits et/ou ajouts opérés par rapport à l'OFFRE INITIALE et INTERMEDIAIRE en révision apparente dans l'offre.	Le 13/03/ 2026

<u>Etape 14</u>	<u>Fin des négociations, invitation à remettre une offre finale</u> Sauf si Numih France estime que les négociations avec les candidats ne sont pas arrivées à leur terme, les candidats sélectionnés seront invités à remettre leur offre finale au plus tard le 6 mars. Numih France leur adresse via la plateforme achat public une invitation à remettre leur OFFRE FINALE sur la base de la ou les solutions qu'ils ont présentées et spécifiées au cours des échanges. L'invitation transmise aux candidats indiquera également la date et l'heure limite de remise de l'OFFRE FINALE Les offres qui seraient déposées ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ne seront pas retenues. Les conditions d'envoi des OFFRES FINALES seront précisées dans le courrier d'invitation à remettre une offre.	Au plus tard le 17/03 2026 (date prévisionnelle)
<u>Etape 15</u>	<u>Attribution du marché après évaluation et classement des offres finales</u> Analyse des offres finales suivant les critères d'attribution précisées dans le présent document. Attribution du marché par la commission des marchés du Numih France.	Au plus tard le 20 mars 2026
<u>Etape 16</u>	<u>Notification</u>	Le 02/04/2026

Dans le cas ou le second tour ne serait nécessaire

<u>Etape 11</u>	<u>Analyse des offres finales</u> Si Numih France estime que les négociations avec les candidats sont s arrivées à leur terme, les candidats sélectionnés seront invités à remettre leur offre finale au plus tard le 10 mars.	Le 10/03/2026
<u>Etape 15</u>	<u>Attribution du marché après évaluation et classement des offres finales</u> Analyse des offres finales suivant les critères d'attribution précisées dans le présent document. Attribution du marché par la commission des marchés du Numih France.	Le 13 mars 2026
<u>Etape 16</u>	<u>Notification</u>	Entre le 24 et 26 03 /2026

Il est expressément demandé aux candidats d'identifier les aspects confidentiels de leur offre, et notamment ceux relevant des secrets techniques et commerciaux. A défaut les informations sont réputées non confidentielles.

Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation conformément à l'article R2123-5 du code de la commande publique.

3.4 Forme du marché

Le présent marché prend la forme d'un accord-cadre mono attributaire et sera, exécuté par l'émission d'ordre de service et/ou bons de commande (cf. Articles R2162-1 à R2162-14).

Le marché comprend :

- Une partie forfaitaire qui couvre le stand de base entièrement livré, installé exploité et démonté Etant précisé que cette partie forfaitaire est décomposée en plusieurs phases techniques.

- Une partie à bons de commande en ce qui concerne les unités d'œuvres identifiées dans le cadre de l'annexe financière et qui constituent en des commandes complémentaires

3.5 Prime

Aucune prime ne sera allouée aux participants à la procédure négociée

Article 4. Forme du marché

4.1 Allotissement

L'acheteur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés.

Conformément aux articles L2113-11 et R2113-2 du Code de la commande publique Numih France ne peut allouer géographiquement ou techniquement le présent accord cadre, sauf à rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

En effet, la conception, la création graphique, le design spatial, la scénographie l'ergonomie des éléments visuels doivent être cohérents et séparer la conception du design de la fabrication ou du montage serait susceptible d'entraîner une perte de cohérence, une perte d'efficacité dans leur mise en œuvre ou un risque de dénaturation de la conception initiale : les prestations sont fortement dépendantes et liées, nécessitant une homogénéité entre leur conception-réalisation.

4.2 Tranche optionnelle

Le marché ne comporte pas de tranches optionnelles.

Le marché comporte des phases techniques.

4.3 Montant du marché

Le montant estimatif pour la réalisation du marché est de 308 000 € HT.

Le montant maximum du marché est fixé à 308 000 € HT.

•Est entendu par montant maximum, le montant au-delà duquel le marché s'éteindra de fait.

Toute offre financière dépassant ce montant sera rejetée sans être analysée.

Article 5. Durée du marché

5.1 Durée du contrat

Le présent marché est conclu pour la conception et la réalisation d'un stand pour le salon SantExpo qui se déroule du 19 au 21 mai 2026 à Paris Expo, Porte de Versailles, Hall 1.

La durée du marché court à compter de sa notification et s'achève à l'issue complétée de l'événement incluant l'ensemble des prestations de démontage, de restitution et de clôture administrative.

Toutefois dans l'hypothèse où la prestation supplémentaire éventuelle PSE serait retenue, la durée du marché sera prolongée et prendra fin au plus tard la veille de la date du salon organisé l'année suivante. Cette prolongation est strictement limitée aux prestations couvertes par la PSE et n'empêche aucune reconduction tacite du marché.

Aucune reconduction n'est prévue dans le cadre de ce marché.

5.2 Variantes-PSE

5.2.1 Variantes

Les variantes à l'initiative des candidats techniques et financières sont autorisées.

Les candidats doivent présenter distinctement chacune des variantes, établir un projet d'acte d'engagement spécifique pour chaque variante et fournir une annexe financière séparée pour chaque variante proposée.

Les candidats peuvent décider de répondre avec une OFFRE FINALE présentant plusieurs variantes limitées à deux offres. Toute offre dépassant le montant maximum indiqué ci-dessus sera rejetée et sans être analysée.

5.2.2 Prestation supplémentaire Eventuelle PSE

La présente consultation comporte une prestation supplémentaire éventuelle PSE relative à la possibilité de réemploi et réutilisation de certains éléments ou équipements du Stand.

Cette PSE vise à permettre à l'acheteur d'évaluer, en complément de la prestation principale, les solutions proposées par le prestataire pour :

- Optimiser la durabilité du stand
- Favoriser la réutilisation partielle ou totale de ses composants lors de futurs événements
- Réduire les coûts de fabrication, de transport ou de stockages sur le long terme.

La prise en compte de cette PSE permet ainsi d'intégrer une dimension économique et environnementale supplémentaires en étudiant les options de conception qui rendent possible la réutilisation des équipements et en clarifiant les conditions techniques et financières de ce réemploi.

Le montant de cette PSE est inclus dans le montant maximum fixé pour le marché soit 308 000 € HT.

Article 6. Marché de prestations similaires

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, des prestations similaires au présent marché public pourront être réalisées.

Le marché de prestations similaires pourra être mis en place dans les conditions fixées à l'article susmentionné.

Le montant estimatif tient compte du coût de ces dernières dans le cas où l'acheteur souhaiterait y recourir. Le choix de l'acheteur de ne pas recourir aux prestations similaires n'ouvrira droit à aucune indemnisation du titulaire.

Article 7. Conditions de la consultation

7.1 Date limite de réception des offres

La date limite de réception des offres est fixée à la première page du présent document.

Aucun délai supplémentaire ne sera accordé aux soumissionnaires. Les plis qui seraient remis après les date et heure limites fixées ne seront pas ouverts.

7.2 Modification du dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date et l'heure limites fixées pour la remise des candidatures des modifications de détail au dossier de consultation, soit avant le 7 janvier 2025 à 12h00.

7.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

Dans le cas où la date limite de validité des offres arriverait à échéance avant l'attribution du marché, l'acheteur se réservera le droit de demander aux soumissionnaires de confirmer leurs offres dans un

délai qu'il fixera dans le courrier. En l'absence de réponse contraire d'un soumissionnaire dans le délai indiqué, la confirmation sera considérée comme acquise.

7.4 Renseignement complémentaires

Les candidats peuvent obtenir des renseignements complémentaires pour l'étude de leur dossier en interrogeant Numih France, depuis le profil acheteur, au plus tard 6 jours avant les dates et heures limites de remise des candidatures (soit jusqu'au 6 janvier 2026 à 12h00 pour les candidatures).

Les réponses seront adressées à toutes les entreprises ayant retiré le dossier. Les candidats s'étant identifiés lors du retrait du dossier de consultation seront avertis par mail (généré par la plateforme de dématérialisation) les informant qu'un document et/ou une réponse a été déposé à leur attention.

Les candidats ayant fait le choix de ne pas s'identifier lors du retrait du DCE devront, de leur propre chef, consulter la plateforme pour savoir si des questions/réponses ont été déposées. En tout état de cause, les candidats devront prendre en compte les réponses mises à leur disposition dans le cadre de leur offre.

7.5 Conditions de participations

7.5.1 Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée conformément à l'article L.2193-3 du Code de la commande publique.

7.5.2 Cotraitance

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire. En application de l'article R.2142-24 du Code de la commande publique, dans les deux formes de groupements, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Il est rappelé que les candidats s'engagent à accepter sans restriction ni réserve les documents régissant le marché sous peine de rendre leur offre irrecevable.

Si un candidat individuel ou un groupement candidat soumissionne sur plusieurs lots, il doit remettre impérativement un dossier d'offre distinct par lot.

7.5.3 Titulaires étrangers- Langues et unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Toutes les pièces du dossier du candidat seront rédigées en français ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

7.5.4 Cautionnement et retenue de garantie

Sans objet.

7.5.5 Conditions particulières d'exécution

Ce marché comporte des conditions particulières d'exécution prenant en compte des considérations relatives à l'économie, à l'innovation, au domaine social, environnementales à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations conformément aux dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique.

Le marché intègre une démarche d'éco conception et de réemploi d'une partie du stand.

7.5.6 Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces mesures de sécurité.

Article 8. Modalités de retrait du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) :

<https://www.marchespublics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2910882&orgAcronyme=x7c>

Conformément à l'article R.2132-2 du Code de la commande publique, l'acheteur met à disposition gratuitement le dossier de consultation par voie électronique.

Attention :

L'acheteur invite les personnes téléchargeant le dossier de consultation à bien renseigner leurs coordonnées, et notamment leur adresse « e-mail » dans la mesure où celle-ci pourra être utilisée par l'acheteur pour transmettre les documents et informer des éventuelles modifications du dossier de consultation.

A ce titre et pour les motifs exposés ci-après, le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de ladite adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

La validité des informations saisies par l'entreprise relève de sa responsabilité.

Le dossier de consultation pourra être téléchargé au format ZIP. Pour accéder aux documents du dossier de consultation, les candidats doivent disposer d'un utilitaire permettant de lire les formats de

dossiers compressés « zip ». Des liens vers des outils ZIP gratuits sont disponibles sur la plate-forme à cet effet.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

EN CAS DE LITIGE PORTANT SUR LE CONTENU DES DOCUMENTS, SEULS LES DOCUMENTS EN LIGNE SUR LE PROFIL ACHETEUR DU MIPIH FERONT FOI.

Article 9. Conditions de dépôt des candidatures et des offres

9.1 - Conditions générales

Les dossiers doivent parvenir avant la date et l'heure limite de réception

- Indiqués sur la page de garde pour la phase 1 relative à la candidature
- Indiquées lors de l'invitation à remettre une offre pour les candidats sélectionnés lors de la 1^{ère} phase.

Les candidatures ou les offres qui seraient remises ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas ouverts.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront obligatoirement transmettre leurs propositions de manière électronique.

Toutes les offres ainsi que les notices techniques seront présentées en langue française.

Les candidats transmettront leur candidature et leur offre sur la plate-forme de dématérialisation suivante :

<https://www.marchespublics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2910882&orgAcronyme=x7c>

Les réponses par courriel ne sont pas autorisées.

9.2- Précision sur la réponse électronique

9.2.1 Modalités de dépôt du pli

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

Chaque transmission de pli fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui d'Europe/Paris (GTM+1). Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si un nouveau pli est envoyé par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente. Par conséquent, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sera examinée.

Formats pour les documents exigés par l'Acheteur

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf), à l'exclusion des BPU, DQE et DPGF qui doivent être retournés en format XLS (Excel).
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Si l'opérateur économique souhaite transmettre des documents supplémentaires autres que ceux exigés par l'Acheteur alors il lui appartient de transmettre ces documents dans des formats réputés « *largement disponibles* » (ex. : Word, PowerPoint, JPG, AVI ...).

9.2.2 Confirmation du dépôt du pli

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

9.3 - Copie de sauvegarde

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, remettre, dans une enveloppe fermée, une copie de sauvegarde de sa candidature et de son offre sur support papier ou sur un support électronique (clé USB ou CD ROM).

L'enveloppe contenant la copie de sauvegarde devra comporter la mention « *copie de sauvegarde* » et devra être transmise dans les mêmes conditions de forme que le pli électronique et impérativement avant l'expiration du délai de remise des Candidatures à l'adresse suivante :

Numih France
GIP Mipih
Service Achats-Marchés – Copie de sauvegarde – Consultation n° *[suivi du N° de la consultation mentionnée en première page du règlement de la consultation]*
Bureau C312
12 rue Michel Labrousse
CS93668
31036 Toulouse Cedex 1

Portant les mentions :
[Titre du marché mentionné en première page du règlement de la consultation]
Phase candidature
« Copie de sauvegarde » - NE PAS OUVRIR

Pour informations, les horaires d'ouvertures de Numih France sont : les jours ouvrés (du lundi au vendredi) de 9 h 00 à 12 h et de 14 h 00 à 17 h 00.

Faute de respecter ces dispositions, la copie de sauvegarde sera rejetée et ne pourra pas être examinée en cas de défaillance dans la transmission de la candidature ou de l'offre électronique.

Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue à l'acheteur dans le délai prescrit pour le dépôt, selon le cas, des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde pourra, par exemple, être ouverte en cas de défaillance du système informatique (qui supporte la dématérialisation) ou lorsqu'un programme informatique malveillant (virus) est détecté dans le document électronique transmis par l'opérateur économique.

Seuls seront ouverts les plis reçus dans les conditions prévues ci-dessus au plus tard à la date et heure indiquées en première page du présent document.

Il en est de même pour les offres :

L'enveloppe contenant la copie de sauvegarde de l'offre devra comporter la mention « *copie de sauvegarde* » et devra être transmise dans les mêmes conditions de forme que l'offre électronique et impérativement avant l'expiration du délai de remise des Candidatures à l'adresse suivante :

Numih France
Gip Mipih
Service Achats-Marchés – Copie de sauvegarde – Consultation n° [suivi du N° de la consultation
mentionnée en première page du règlement de la consultation]
Bureau C312
12 rue Michel Labrousse
CS93668
31036 Toulouse Cedex 1

Portant les mentions :
[Titre du marché mentionné en première page du règlement de la consultation]
Phase Offre
« Copie de sauvegarde » - NE PAS OUVRIR

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « *guide utilisateur* » téléchargeable. Il précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

9.4 - Précision sur la signature électronique

9.4.1 Caractéristiques des certificats de signature

Les caractéristiques de la signature électronique sont les suivantes :

Chaque document à signer doit être signé individuellement ;

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le candidat doit respecter les conditions relatives au certificat de signature du signataire et à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés (le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé)).

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat

9.4.2 Exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat d'authentification de la signature doit être conforme à la norme RGS** et/ou eIDAS.

Cas n°1 : Certificat émis par une Autorité de certification « reconnue »

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

Liste de confiance française : <https://www.numerique.gouv.fr/publications/referentiel-general-de-securite/>

Liste de confiance Europe : <http://t1browser.tsl.website/tools/>

Justificatifs de conformité à produire : Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

Cas n°2 : certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire : La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification, etc. Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation. L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

9.4.3 Exigences relatives aux outils de signature utilisés pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas n°1 : Le candidat utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE. Dans ce cas, le candidat est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

Cas n°2 : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment le lien sur lequel la signature peut être vérifiée, avec une notice d'explication en français.

ATTENTION Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément. Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Article 10. Présentation du dossier – Phase candidature

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction du présent Règlement de consultation et de l'ensemble des documents

Le candidat remettra un dossier de candidature complété comme suit :

- Une fiche d'identité
- Une lettre de candidature
- Le cadre de réponse de candidature dûment rempli

- Les éléments de candidatures à l'appui et en annexe du CRA

10.1 Présentation des candidatures

10.1.1 Documents de la candidature

Pour apprécier la situation propre des opérateurs économiques, leurs capacités économiques et financières, ainsi que leurs capacités techniques et professionnelles conformément à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique, chaque candidat produira :

1. Une FICHE D'IDENTITE (communiqué dans les pièces composant le DCE ou dossier de consultation des entreprises
2. La **LETTRE DE CANDIDATURE** ou **DC 1**, dûment remplie comprenant :

➤ **Situation propre des opérateurs économiques**

- a) L'identification de l'opérateur économique, N° de SIRET ;
- b) Le(s) document(s) relatif(s) aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat ;
- c) Une déclaration sur l'honneur du candidat attestant que celui-ci ne fait l'objet d'aucune exclusions de plein droit de la procédure de passation conformément aux articles L2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- d) Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet et l'autorisant à poursuivre son activité ;

3. **Le cadre de réponse des candidatures (CRA)** communiqué dans les pièces composant le DCE ou dossier de consultation des entreprises, permettant de vérifier les :

➤ **Capacités économiques et financières**

- e) Preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
- f) Tout élément permettant de vérifier la solidité économique du candidat au regard des prestations à réaliser afin d'ouvrir l'accès aux marchés publics aux entreprises nouvellement créées, les candidats pourront prouver par tout moyen leur capacité économique et financière.

➤ **Capacités techniques et professionnelles**

➔ Référence :

- g) La présentation d'une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

➔ Moyens :

- h) Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- i) Indication des titres d'études et des responsables de l'équipe projet comprenant notamment : designer / chef de projet créatif, technicien / responsable fabrication, équipe montage/démontage
- j) Descriptif des moyens matériels (équipements logiciels)

→ Certificats Les certifications, normes, et qualifications relatives à la sécurité et à la qualité ou équivalent

→ Certifications environnementales

→ L'indication des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement et des mesures de gestion environnementale appliquées lors de l'exécution du marché

4 Une attestation sur l'honneur d'Assurances

- k) **Une attestation sur l'honneur de disposer de** toutes les assurances nécessaires pour garantir toutes les conséquences dommageables des actes qu'il serait susceptible de causer de son fait ou du fait de tiers auxquels il fait appel dans le cadre du marché.

Le prestataire devra disposer, pendant toute la durée d'exécution du contrat, d'une assurance responsabilité civile professionnelle à jour, une assurance RC exploitation et assurance civile après livraison et de garantie de bon fonctionnement couvrant les activités de :

- Conception, fabrication, transport, montage, entretien et démontage de stands éphémères ;
- Intervention dans des Établissements Recevant du Public (ERP) ;
- Participation à des événements ou salons accueillant du public.
- Les dommages causés après livraison ou installation du stand ;
- Les dommages aux biens confiés ou transportés ;
- La responsabilité civile exploitation, notamment pendant le montage et la durée de l'événement

Une attention particulière sera portée sur la capacité du candidat à assumer financièrement et en termes de dimensionnement humain, la bonne exécution du marché.

La preuve de la capacité technique du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références en rapport avec l'objet du marché attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

En cas de candidature en groupement, les documents prévus seront produits par chacun des membres du groupement. Les documents relatifs à la capacité économique et financière et à la capacité technique donneront lieu à une appréciation globale de la capacité du groupement.

Il est rappelé que pour justifier de leurs capacités professionnelles, techniques et financières, les candidats peuvent demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs autre(s) opérateur(s) économique(s), quel que soit le lien existant entre cet ou ces opérateur(s) et le candidat. Dans ce cas, le candidat doit justifier des capacités de ce ou de ces autre(s) opérateur(s) économique(s) en produisant les mêmes documents que ceux exigés des candidats ; il doit également justifier du fait qu'il dispose des capacités de ce ou de ces autre(s) opérateur(s) économique(s) pour l'exécution du marché, par la production d'un engagement écrit de ce(s) dernier(s).

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

En cas de co-traitance, chaque co-traitant doit transmettre les mêmes documents que ceux mentionnés ci-dessus, à l'exception de la lettre de candidature (DC1).

De même, en cas de sous-traitance, les renseignements demandés dans le cadre de réponse candidature seront fournis pour chaque sous-traitant présenté et accompagné d'un engagement écrit du sous-traitant de participer à l'exécution du marché

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé ;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

(Téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclaration-candidat>).

Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie du récépissé de dépôt des statuts transmis par le centre de formalité des entreprises.

10.1.2 Simplification du dossier de candidature

Document Unique de Marché Européen (DUME) :

Conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des documents de renseignements mentionnés aux articles R2142-3, R2142-4 et R2143-3 du présent code de la commande publique.

Le DUME doit être transmis par voie électronique (eDUME).

Marché à suivre pour compléter le DUME :

- Rendez-vous sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>
- Cliquez sur le bouton « entreprise »
- Cliquez sur « Créer un DUME »
- Complétez votre identifiant et votre pays et cliquez sur suivant.
- Parcourez le formulaire et répondez aux questions des différentes parties.
- L'acheteur autorise le candidat à déclarer qu'il satisfait aux conditions de participation, sans fournir d'informations particulières sur celles-ci en application R2143-4 du code de la commande publique. Dès lors, à la question « Je souhaite remplir les critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation » répondez « non ».
- Si vous remplissez l'ensemble des critères de sélection, cochez la case correspondante.
- Après avoir complété l'entièreté du formulaire, cliquez sur 'Aperçu' pour visualiser le formulaire. Ensuite, cliquez sur « finaliser ». Vous pourrez exporter le DUME en format PDF ou XML.

Le candidat transmet son DUME et y ajoute :

- les autres documents constitutifs du dossier de candidature (upload) demandés dans le présent RC, notamment les informations complémentaires relatives aux capacités techniques et professionnelles ;
- le dossier relatif à l'offre tel que détaillé ci-dessous.

Système électronique de mise à disposition d'informations ou l'espace de stockage numérique

:

Conformément à l'article R.2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ont la possibilité d'indiquer dans leur dossier de candidature le système électronique de mise à disposition d'informations ou l'espace de stockage numérique dans lequel l'acheteur peut obtenir les documents et renseignements relevant de leur candidature.

Dans ce cas, les candidats sont tenus de préciser dans un document spécifique toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et l'accès doit en être gratuit pour le mipih.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition qu'ils confirment que les informations qui y figurent sont toujours valables. Les candidats devront donc fournir à l'appui du Document Unique de Marché Européen, les certificats des capacités économiques, financières et techniques mentionnées ci-dessus.

10.2 Analyse et Examen des candidatures

Les candidatures seront examinées conformément aux articles R.2144-1 à 7 du Code de la commande publique.

Les dossiers de candidatures doivent parvenir avant la date et l'heures limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront obligatoirement transmettre leurs propositions de manière électronique.

Tous les documents ainsi que les notices techniques seront présentés en langue française.

Les candidats transmettront leur candidature et leur offre, par Internet, sur la plate-forme de dématérialisation suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2910882&orgAcronyme=x7c>

Les réponses par courriel ne sont pas autorisées.

Les offres ne doivent pas être envoyées au stade de candidature. Seuls les candidats sélectionnés à l'issue de la phase de candidature seront invités à remettre une offre.

Le nombre de candidats admis à soumissionner au titre de la phase offre ne pourra pas être supérieur à trois (3) sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures reçues, présentant les garanties et capacités suffisantes, répondant aux exigences formulées dans le présent RC, et comportant de réelles chances de remporter le marché.

Lorsque le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidatures est inférieur au nombre minimum ci-dessus mentionné, Numih France peut en application de l'article R2142-18 poursuivre la procédure avec ces candidats.

10.3 Critères de jugement des candidatures

Conformément à l'article L2141-7 du Code de la commande publique, l'acheteur peut exclure de la procédure de passation d'un marché les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de la commande publique antérieure.

Les candidatures qui ne présentent pas des garanties techniques, professionnelles, économiques et financières suffisantes, ne seront pas admises.

Les garanties susmentionnées et les capacités des candidatures admises seront appréciées notamment selon les critères de jugement des candidatures suivants :

Détail des renseignements et documents attestant de leurs capacités / arrêté du 22 mars 2019	
Capacité professionnelle (références et compétences clés, certifications)	40
<ul style="list-style-type: none"> Liste des références et expérience dans la conduite de projets (contacts + photo) Effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement Indication des titres d'études et des responsables de l'équipe projet comprenant notamment : designer/chef de projet créatif, technicien/responsable fabrication, équipe montage/démontage Certificats de qualification professionnelle qualité sécurité 	
Capacité et moyens techniques	40
<ul style="list-style-type: none"> Descriptif des moyens matériels, équipements et utilisation de logiciels de conception et modélisation 2 ou 3D L'indication des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement L'indication des mesures de gestion environnementale appliquées lors de l'exécution du marché public Certification environnementale ou équivalent 	
Capacité financière	20
<ul style="list-style-type: none"> Le chiffre d'affaires global et celui relatif aux prestations similaires des trois derniers exercices disponibles. Tout élément permettant de vérifier la solidité économique du candidat au regard des prestations à réaliser 	
Total	100

10.4 Echanges durant l'analyse des candidatures

Tous les échanges seront adressés, par voie électronique uniquement, à l'adresse e-mail renseignée par les candidats lors de leur identification sur la plateforme achat public.com.

Une attention particulière est demandée aux entreprises. En effet, ces dernières sont seules responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie notamment quant à la validité de l'adresse mail, la redirection automatique des e-mails, l'utilisation d'anti-spam, etc...

10.5 Information du rejet

Les candidats, dont la candidature n'est pas retenue en sont informés.

Article 11. Présentation de l'offre

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction du présent Règlement de consultation et de l'ensemble des documents.

Seuls les candidats sectionnés seront invités à participer à la seconde phase et pourront remettre une offre.

L'invitation à déposer une offre sera adressée par voie électronique via la plateforme achat public au nombre de candidats, mentionné à l'article 8.6.1 du présent RC, afin qu'ils retirent sur la plateforme le DCE de la phase offre, selon les modalités fixées aux articles R2144-8 et R2144-9 du Code de la commande publique.

L'offre initiale doit contenir :

- **Le projet d'Acte d'Engagement (A.E / ATTR11), complété** par les représentants habilités de toute entreprise ayant vocation à être titulaire du marché, ou par le seul mandataire habilité, en cas de groupement ; Et être accompagné le cas échéant des annexes éventuelles (DC4).
- **L'annexe financière** comportant :
 - Un onglet correspondant à la Décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.),
 - Un onglet comportant un bordereau de prix unitaires comportant les lignes de prix unitaires ou unité d'œuvre.
 - Un onglet relatif au détail / Prestation supplémentaire éventuelle ou PSE ; cette annexe financière doit être **dûment complétée, en format EXCEL et PDF.**
- **Le Mémoire Technique** et autres éléments techniques précisés dans le CCTP.
- **Le planning prévisionnel.**

Le Mémoire Technique permettra d'apprécier la valeur technique de l'offre proposée. Il devra reprendre et respecter les informations demandées dans le C.C.T.P. Ces informations sont regroupées par critère de sélection technique.

Le mémoire devra être complété par toutes autres informations que le candidat jugera utile à la compréhension et à l'examen de sa proposition. Il devra notamment mettre en avant les points forts de son offre.

NB :

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils ne sont pas autorisés à modifier les pièces du DCE (à l'exception des zones à compléter).

Le C.C.A.P. et le C.C.T.P. ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les exemplaires conservés par l'acheteur font foi.

Article 12. Critères d'analyse et d'attribution – Phase offres

Conformément à l'article L2141-7 du Code de la commande publique, l'acheteur peut exclure de la procédure de passation d'un marché les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de la commande publique antérieur.

12.1 - Analyse des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres. Conformément aux dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique, l'acheteur pourra examiner les offres avant les candidatures.

Pour attribuer le marché au candidat dont l'offre sera la plus avantageuse, pour chaque lot, les offres sont appréciées en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous.

Critères	Pondération en points
1 – Valeur technique	50
2 – Prix	50

12.2- Sur le critère « Valeur technique »

Critères	Points critère	Eléments d'appréciation	Points critère
1 - Valeur financière	50 points	Montant de l'offre finale après négociation	50
2- Caractère esthétique et fonctionnel au regard des exigences du cahier des charges	35 points	Compréhension générale du besoin et adéquation de la réponse face aux enjeux et contraintes. Respect de la charte graphique de Numih France.	12,5
		Créativité, originalité et enjeux d'image	12,5
		Gestion des flux et circulation sur le stand	10
3- Ecoconception du stand et démarche RSE	10 points	Présentation de l'approche d'éco-conception du stand et de prise en compte de la protection de l'environnement tout au long du cycle de vie du stand	5
		Implication de l'entreprise dans une démarche RSE	5
4 - Moyens mis en œuvre pour l'exécution de la prestation	5 points	Rétroplanning détaillé Méthodologie du projet Equipe mise en place pour le suivi et l'exécution de la prestation	5
Note globale critères	100 points		100

• Sur le critère « Valeur Technique »

Critère éliminatoire : Tout candidat qui n'est pas en mesure de répondre ou d'apporter les éléments suffisamment probants répondant aux exigences identifiées dans le cahier des charges, ou dans le cadre des annexes s'agissant des exigences de sécurité et de confidentialité, verra son offre écartée de l'analyse.

Note minimale : Afin de garantir la qualité de l'exécution des prestations envisagées, le pouvoir adjudicateur impose une note minimale à obtenir pour les candidats sur le critère valeur technique. Pour prétendre à être titulaire du marché, le candidat doit obtenir au moins 25/50.

Chaque offre remise dans le cadre de la négociation fait l'objet d'une analyse et d'un classement sur la base des critères indiqués ci-dessus.

12.3- Le critère « Prix »

Ce critère sera apprécié selon le calcul suivant : Note sur 50 = (montant d l'offre finale négociée la plus basse /le montant de l'offre finale négociée examinée) x 50.

En cas de discordance constatée dans une offre, les mentions portées dans le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) et dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) prévaudront sur toute autre indication de l'offre. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient seront rectifiées et pour le jugement des offres c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération.

Chaque offre remise dans le cadre de la négociation fait l'objet d'une analyse et d'un classement sur la base des critères indiqués ci-dessus.

12.4- Note définitive de l'offre

Chaque offre déposée, y compris les offres successives remises dans le cadre de la négociation, sera analysée au regard des critères d'analyse des offres.

À l'issue de chaque analyse, un classement provisoire des offres sera établi.

La note finale de chaque candidat sera constituée de la somme des notes obtenues pour chacun des critères. Le total sur 100 points ainsi obtenu constitue la note définitive de l'entreprise.

Les offres sont classées par ordre décroissant de la note définitive. L'offre ayant obtenu la meilleure note sera retenue, sous réserve de respecter les conditions d'attribution fixées à l'article ci-après du présent document.

L'acheteur peut à tout moment ne pas donner suite à la procédure. Le cas échéant, il communiquera aux candidats les raisons pour lesquelles il a décidé de ne pas attribuer le marché ou de recommencer la procédure.

Article 13. Attribution du marché

L'acheteur choisit l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse en fonction des critères de jugement des offres définis au présent document ; les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées.

Toutefois, le Représentant de l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses (article L2152-5 du code de la commande publique).

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les documents suivants :

- **Le ou les documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée pour engager la société** (pouvoirs du délégataire et du délégant le cas échéant) ; Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public ;
- **En cas de groupement, l'habilitation du mandataire par ses cotraitants ;**
- **La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire ;**
- **L'acte d'engagement signé** pour le cas où il ne l'aurait pas été préalablement ;
- **Les annexes** suivantes complétées et dûment signées :
 - L'annexe RGD
 - L'Engagement de confidentialité tiers ;
 - La Charte de Sécurité du Système d'Information
- **Une attestation de régularité fiscale en date de validité ;**

- **Une attestation Urssaf en date de validité ;**
- **Une attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité**, avec la mention des garanties correspondant à la nature des prestations demandées dans le cadre du marché ;
- **Une déclaration sur l'honneur** que le candidat n'entre pas dans un des cas prévus par le règlement UE n°2022/576 du conseil du 8 avril 2022 portant sanctions contre la Russie ;

Le candidat a la possibilité d'indiquer à l'acheteur l'espace de stockage numérique ou le système électronique de mise à disposition d'informations via lequel il peut obtenir ces documents.

Dans ce cas, le candidat communique toutes les informations nécessaires à la consultation de cet espace ou de ce système et l'accès doit en être gratuit.

Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la commande publique, si un candidat se trouve dans un cas d'exclusion, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées, produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. Cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Une fois le délai de suspension écoulé, le représentant de l'acheteur signe le marché et le notifie au soumissionnaire retenu, sous réserve d'avoir produit les certificats de régularité fiscale et sociale.

Article 14. Indications relatives aux données des candidats

Les informations collectées par l'acheteur directement auprès des candidats font l'objet d'un traitement ayant pour finalité la passation et la gestion des marchés publics. Ces informations sont à destination de l'acheteur, des organismes en charge du contrôle de la légalité et de la DGFIP.

Conformément aux articles R.2184-12 et 13 du Code de la commande publique, les candidatures, les offres et les documents relatifs à la procédure de passation, sont conservés par l'acheteur pendant une période minimale de cinq ans à compter de la date de signature du marché.

Les pièces constitutives du marché sont conservées pendant une durée minimale de cinq ans pour les marchés de fournitures ou de services et de dix ans pour les marchés de travaux, de maîtrise d'œuvre ou de contrôle technique à compter de la fin de l'exécution du marché.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, les candidats et titulaires des marchés disposent des droits suivants sur leurs données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité.

Pour exercer ces droits, une demande doit être adressée par courrier au Délégué à la protection des données du mipih, ou par courriel au moyen de l'adresse suivante : dpo@numihfrance.fr.

Dans l'hypothèse d'un manquement aux dispositions ci-dessus, une réclamation auprès de la CNIL pourra être introduite.

Article 15. Indications relatives aux recours

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents et plus précisément le Tribunal Administratif de Toulouse sera compétent. Toutes les correspondances seront rédigées en français.

15.1 - Instances chargées des procédures de recours

Tribunal administratif de Toulouse
68 rue Raymond IV
31000 Toulouse

Téléphone : 05 62 73 57 57
Télécopie : 05 62 73 57 40
<http://toulouse.tribunal-administratif.fr>

15.2 – Service auprès duquel les renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Greffe du Tribunal administratif de Toulouse
68 rue Raymond IV
31000 Toulouse
Téléphone : 05 62 73 57 57
Télécopie : 05 62 73 57 40
Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

15.3 – Précisions concernant les voies et délais de recours

Peuvent être formés devant la juridiction visée ci-dessus :

- Un référé précontractuel jusqu'à la signature du contrat conformément à l'article L.551.1 et suivants du Code de justice administrative (CJA).
- Un référé contractuel à compter de la signature du marché et dans un délai de 31 jours suivants la publication de l'avis d'attribution conformément à l'article L.551-13 et suivants du CJA.
- Un recours en contestation de la validité du marché, conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 « *Tarn et Garonne* » dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.
- Un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée (R.421-1 Code de justice administrative).